



Centre de recherche sur la mondialisation

English

italien español

srpski portugês

العربية Deutsch

www.mondialisation.ca

Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne



Le 7 juillet 2012

CONFÉRENCE: Rencontre du savoir. Les Enjeux de la mondialisation

La troïka arrive à Athènes pour organiser le pillage de la Grèce

par Robert Stevens

Accueil

Articles Récents

États-Unis

Canada

Amérique latine & Caraïbe

Europe

Afrique subsaharienne

Russie et CEI

Moyen Orient

Océanie

Asie



Guerre USA OTAN

Histoire, société et culture

Crise économique mondiale

Crimes contre l'humanité

Environnement

Pétrole, Gaz de schiste, Transnational

Pauvreté et inégalités

Militarisation

11 sept. Guerre au

Droits humains et état

Loi et Justice

Biotechnologie et OGM

Droits des femmes

Désinformation médiatique

Politique et religion

Nations Unies

Science et médecine

Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV

GRTV

GLOBAL RESEARCH TV



On mobile or desktop.

Free email by Google.

Sign up Now

250 Hôtels à Athènes

Economisez jusqu'à 75% sans frais de réservation et payez à l'hôtel !

www.booking.com/Athenes

Gouvernance en révolution

Stéphane Hessel, Daniel Cohn-Bendit Editions Charles Léopold Mayer

www.eclm.fr/chroni Annonces Google

Mondialisation.ca, Le 6 juillet 2012

wsws.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)

Imprimer cet article

0

7 2

Share Tweet

La coalition gouvernementale grecque menée par Nouvelle Démocratie doit rencontrer aujourd'hui les responsables de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Christine Lagarde, directrice du FMI, a souligné l'événement en lançant un avertissement sévère à Athènes pour que continue le programme d'austérité. Dans une interview accordée mardi à la chaîne américaine CNBC, Lagarde a dit, « Je ne suis pas du tout d'humeur à négocier ou renégocier. »

Se référant à des articles disant que le gouvernement grec va présenter des chiffres documentant la misère sociale causée par des années d'austérité pour plaider en faveur d'une renégociation de la dette du pays, elle a ajouté, « J'ai très envie de savoir ce qui a été fait ces derniers mois pour se conformer au programme. »

Malgré le vote majoritaire du 17 juin lors des élections législatives contre les partis soutenant le mémorandum avec la troïka sur des modalités de remboursement sévères, la coalition ND, le PASOK social-démocrate et la Gauche démocratique sont déterminés à satisfaire les exigences en faveur de nouvelles coupes drastiques. La discussion de renégocier un allongement de deux ans du délai de remboursement des 350 millions d'euros de la dette grecque est du vent. Aucun compromis de ce genre n'a été proposé, a précisé Lagarde.

La répudiation populaire du programme d'austérité de ND, ainsi que l'effondrement du vote pour PASOK, avec SYRIZA (Coalition de la Gauche radicale) arrivant en seconde position pour avoir fait campagne en faveur d'un programme anti-coupes budgétaires, ont obligé la coalition à promettre de ne pas imposer certaines coupes prévues, telle une baisse de 22 pour cent du salaire minimum.

Quelques jours plus tard, ils ont été obligés de revenir sur de telles promesses en raison d'une réponse hostile de la part de la troïka. Le premier ministre et dirigeant de ND, Antonis Samaras, a répondu par lettre aux dirigeants de l'UE, affirmant que le gouvernement a accepté « de s'approprier le plan d'ajustement et était pleinement engagé à atteindre ses objectifs, ses cibles et toute ses mesures clé. »

Les remarques de Lagarde, vont parfaitement avec les commentaires faits à peine deux semaines avant les élections, où elle avait insisté pour dire qu'il n'y avait pas d'alternative à l'énorme paupérisation sociale imposée en Grèce. A la question posée par *The Guardian*, de savoir si elle « voulait essentiellement dire aux Grecs et aux autres en Europe, vous avez passé un bon moment mais maintenant l'heure de rembourser est venue, » elle avait répondu, « tout à fait. »

Avant la visite de hauts responsables de la troïka, leurs équipes techniques ont collaboré avec des responsables ministériels du gouvernement pour établir l'état exact des finances grecques. Selon le journal de droite *Kathemerini*, ils détailleront tout « progrès réalisés dans la mise en oeuvre des réformes acceptées avant d'effectuer un audit qui servira de base aux créiteurs pour les négociations

lors de leur retour à Athènes... »

La troïka agit comme un liquidateur, collectant les dettes pour le compte des banques mondiales, vendant des biens et exigeant des coupes. Et c'est la classe ouvrière grecque qui doit payer.

Depuis le début de la crise mondiale en 2007, l'économie grecque plonge dans une récession aggravée par les exigences de la troïka. Après cinq ans de contraction économique, l'on s'attend à ce que l'économie se contracte de près de sept pour cent cette année. Le porte-parole du gouvernement, Simos Kerdikoglou, a dit mardi, « Nous allons présenter [aux responsables de la troïka] des informations qui sont stupéfiantes. Elles sont alarmantes en termes de récession et de chômage et elles montrent de façon incontestable que la politique actuelle ne produit pas de résultats. »

Alors même qu'il met en garde contre les résultats d'une telle politique, le gouvernement fait clairement comprendre qu'il appliquera de nouvelles mesures, y compris des fermetures et des fusions d'environ 60 organisations financées par l'Etat, dont beaucoup fournissent des services sociaux et culturels vitaux. Pour satisfaire les exigences prédatrices des banques et des entreprises européennes, il projette une privatisation au rabais de pans entiers de l'économie grecque. Le *Financial Times* a rapporté, « des projets d'accélérer la privatisation et d'autres mesures structurelles destinées à persuader les prêteurs internationaux qu'il entendait réellement introduire rapidement les réformes économiques. »

Le *FT* a cité un responsable du ministère des Finances disant, « Nous avons l'intention de mettre fortement l'accent sur les cessions pour montrer que la Grèce est en train de changer. Ceci pourrait signifier la privatisation, comme exemple, d'une entreprise d'importance, tel PPC, » l'opérateur d'électricité.

Six privatisations prévues et qui n'avaient pas pu se faire en raison des élections en mai et en juin seront relancées et la privatisation des chemins de fer et de la Banque agricole de Grèce viendront s'y ajouter, a révélé ce responsable.

Les chiffres publiés la semaine passée montrent l'ampleur presque insondable de la contrerévolution sociale qui est déclenchée contre le peuple grec. Des millions vivent déjà dans une pauvreté abjecte et plus d'un million d'autres perdront bientôt leur droit aux allocations chômage, une somme dérisoire de 360 euros par mois. L'Institut du Travail qui est affilié à la principale fédération syndicale, a publié des statistiques montrant que d'ici le mois prochain seuls 165.000 chômeurs grecs sur plus d'un million percevront des allocations chômage. Ceci est dû au fait que le droit aux allocations chômage d'une durée de deux ans a été réduit à un an, conformément à l'exigence de la troïka.

Un conseiller à l'Institut, Giorgos Romanias, a prédit que le chômage s'élèvera à près de 30 pour cent d'ici la fin de l'année. L'Institut avait précédemment prévu une augmentation pour totaliser 1,48 million. Selon les chiffres émanant de l'agence officielle ASE, 1,8 million de Grecs étaient inscrits au chômage en juin dans un pays qui compte à peine 11,3 millions d'habitants. Les statistiques mises à la disposition par le directeur scientifique de l'Institut du Travail, le professeur Savas Robolis, montrent qu'en termes nets, le revenu disponible des salariés grecs, après impôts a été réduit de 50 pour cent depuis 2009.

Le coût de la main-d'oeuvre pour les employeurs a baissé considérablement. Robolis a dit que le coût unitaire de la main-d'oeuvre a été réduit de 8 pour cent au cours de ces deux dernières années. En vertu des modalités du mémorandum, une réduction supplémentaire de 15 pour cent doit entrer en vigueur d'ici 2014. L'insistance de Lagarde qu'il ne peut y avoir de marche arrière quant au mémorandum dément totalement l'affirmation de tous les partis politiques grecs – y compris SYRIZA – selon laquelle des compromis avec la troïka seraient possibles. Le principal point de désaccord de SYRIZA avec ND et le PASOK était son argument que, compte tenu de la crise qui se développe dans la zone euro et le récent renflouement des banques espagnoles et italiennes, une attitude plus agressive était possible lors des négociations pour le compte de la bourgeoisie, tout en maintenant la position de la Grèce dans l'UE et l'euro.

Le dirigeant de SYRIZA, Alexis Tsipras, a été annoncé comme un « Hôte d'honneur et l'un des principaux intervenants » à la conférence qui s'est déroulée cette semaine à Athènes et qui est parrainée par le magazine britannique *Economist*. Devant un auditoire qui avait payé plus de 1.200 euros par personne (nettement plus que le salaire moyen d'un travailleur grec), Tsipras a une fois de plus demandé que la dette soit renégociée – ne critiquant la coalition ND que pour avoir envoyé « un message clair selon lequel elle a renoncé à l'Europe avant même d'avoir commencé. »

L'élite bancaire grecque aura été encouragée d'entendre parler Tsipras directement de la politique de SYRIZA de lui octroyer des milliards d'euros sous la forme d'une recapitalisation directe du Fonds européen de stabilité financière.

Tsipras s'est exprimé bien que la conférence ait été organisée sous le titre de la « 16^{ème} table ronde avec le gouvernement grec. » Il s'agit d'une preuve supplémentaire que l'auto-promotion de SYRIZA comme fervent défenseur du capitalisme grec et force politique vouée à décapiter l'opposition sociale de masse contre davantage de coupes sociales, a été entendue par son public cible.

Mercredi, SYRIZA a annoncé la composition de son cabinet fantôme en déclarant qu'elle « exercera une opposition de terrain, combative et responsable, avec un contrôle strict et aussi avec des propositions propres. » Elle a établi un comité « pour traiter exclusivement des questions concernant l'application du mémorandum signé par la Grèce et ses prêteurs en vue de réformes structurelles, » a rapporté *Kathimerini*.

Article original, [WSWS](#), paru le 5 juillet 2012

Articles de Robert
Stevens publiés
par
Mondialisation.ca



[Pano Gitonia Amorgos](#)

Studios-Apartments Potamos -Aigiali The Grant View of Amorgos

www.amorgos-panogitonia.gr

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par mondialisation.ca dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Robert Stevens, wsws.org, 2012

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31792

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-20012 Mondialisation.ca